



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

**SEMINAIRE SUR LA
CONJONCTURE ECONOMIQUE DU 1^{er} SEMESTRE 2009
ET LES PREVISIONS A COURT TERME
DANS LES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
MEMBRES D'AFRISTAT**

Bamako, 23 – 27 mars 2009

POINTS SAILLANTS DES DISCUSSIONS

Point 1 : **Introduction**

Dans le cadre de l'appui à l'analyse de la conjoncture économique et des prévisions à court terme dans les Etats de l'Afrique de l'ouest membres d'AFRISTAT, un séminaire s'est tenu à Bamako du 23 au 27 mars 2009, dans les locaux d'AFRISTAT. Ce séminaire se situe dans la ligne des séminaires semestriels organisés par AFRISTAT depuis 2001 et financés par le Ministère français des affaires étrangères et européennes, au titre du Fonds de solidarité prioritaire (FSP).

Chaque Etat était représenté par des spécialistes en analyse conjoncturelle et en prévision économique. Deux représentants de l'UEMOA, deux représentants de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'ouest (BCEAO), un représentant de la Banque Centrale de Guinée (BCRG), un représentant de la Commission économique africaine (CEA), d'AFRITAC-ouest et de l'Agence française de développement ont également participé au séminaire. La liste des participants figure à l'annexe 1.

Le discours d'ouverture des travaux a été prononcé par Monsieur Martin BALEPA, Directeur général d'AFRISTAT, qui a mis l'accent sur l'importance de ce séminaire dans le cadre de la crise mondiale.

L'ordre du jour et le programme de travail ont été présentés et adoptés (cf. annexe 2).

Un questionnaire d'évaluation a été remis aux participants.

Point 2 : **Objectifs du séminaire :**

Ce séminaire visait un double objectif, à la fois pédagogique et opérationnel. Il s'agissait d'exposer les résultats de chaque pays sur le suivi conjoncturel et les prévisions économiques à court terme, ainsi que de poursuivre et d'approfondir les rapprochements, tant du point de vue de la méthode de projection que des données exogènes utilisées.

En outre, le thème d'actualité « les effets de la crise économique mondiale sur les économies des pays d'Afrique de l'ouest » avait pour objectif de renforcer la capacité des participants à repérer, dans la conjoncture, les éléments qui permettent d'évaluer ses retombées à court terme sur les économies nationales et d'esquisser les premiers signes de ses effets sur les économies de la sous-région.

Point 3 : **Déroulement du séminaire**

Les débats ont été animés par les experts d'AFRISTAT, les présidences et les secrétariats ont été assurés par les participants.

Un premier tour de table a eu pour objet d'interroger les participants sur l'état des mises en œuvre des recommandations qu'ils avaient faites lors des deux derniers séminaires.

3.1. Session 1 : La crise et ses répercussions

Cinq présentations ont été réalisées par AFRISTAT, l'INSEE et l'AFD.

L'exposé introductif a montré comment la conjoncture internationale pouvait être présentée en prenant pour référence la base de données d'AFRISTAT : nette inflexion du rythme de croissance des pays développés, ralentissement de l'inflation, remontée du dollar, chute des cours de la plupart des matières premières.

La seconde a présenté les effets de la crise sur l'économie française. Enfin les deux dernières ont cherché à montrer si d'éventuels effets de la crise pouvaient être perceptibles sur l'activité intérieure et si une baisse de l'inflation pouvait être observée à partir des indicateurs conjoncturels des Etats membres. L'exposé et le débat qui a suivi en ont conclu que les données présentées ne permettaient pas de réaliser un diagnostic pertinent, en raison de l'insuffisance de variables conjoncturelles détaillées dans la base de données.

L'Agence française de développement a ensuite présenté son analyse de la crise internationale et ses implications sur le monde en développement. Cette analyse s'est attachée à décrire les canaux de diffusion de la crise et les perspectives pour 2009. Le redressement en 2009 dépendra de l'efficacité des plans de relance, de leur financement et de la coordination internationale. Elle a également soulevé la question de la durée de cette crise.

Pour la Zone franc, elle prévoit un ralentissement de la croissance en 2009 dû au retrait des moteurs : dépenses publiques, exportations et transferts.

3.2. Session 2 : Conjoncture du premier semestre 2009 et prévisions économiques 2009-2010 dans les Etats.

Les délégations des dix pays participants ont, à tour de rôle, présenté l'état actuel de la conjoncture économique de leur pays et le cadrage macroéconomique pour la période 2009-2010. Ces présentations ont inclus, dans la plupart des pays, les révisions des prévisions pour ces deux années au cours des derniers mois.

Il est ressorti des différentes présentations, qu'en matière de conjoncture, la crise observée dans les pays développés et émergents ne s'est pas encore généralisée dans les Etats en 2008. Par exemple, le ralentissement attendu de la demande mondiale ne s'est pas répercuté, dans les pays, par une inflexion notable de la production dans les secteurs d'exportation. Les principaux effets négatifs ont été observés dans l'évolution des finances publiques pour certains pays. De même, la désinflation observée dans les pays avancés commence seulement à se manifester.

En matière de prévision, le ralentissement des économies en 2009 est plutôt limité.

Les révisions les plus importantes ont été faites pour prendre en compte la baisse des cours mondiaux, pour les produits qui représentent une part importante de l'activité ou des ressources intérieures.

La dynamique 2009 et 2010 est interne dans la plupart des pays. Elle repose sur la mise en place ou la poursuite de plans ambitieux de développement agricoles ou industriels. Les taux d'investissement restent élevés dans l'ensemble des pays.

L'interrogation principale repose sur le devenir de l'aide publique au développement et sur les transferts nets privés, qui risquent de peser sur les revenus des ménages.

Le ralentissement de l'inflation prendrait véritablement effet dans le courant de 2009, grâce au retournement des prix alimentaires, et il resterait sur un rythme voisin en 2010.

Toutes les délégations n'ont pas mené à bien les exercices à partir du canevas fourni par AFRISTAT.

3.3. Session 3 : Conjoncture économique et prévision vues par les organisations sous régionales

Trois présentations, de l'UEMOA, la BCEAO et AFRITAC-ouest, ont été faites sur ce thème.

La Commission de l'UEMOA a présenté la synthèse 2008 de l'état de l'économie des huit pays membres, puis leur situation vis-à-vis des critères de convergence.

Pour le premier point, les travaux de la Commission, qui remontent à fin 2008, font état d'un taux de croissance économique de 3,9% en 2008 contre 3,3% en 2007. Cette amélioration

est surtout imputable au dynamisme du secteur primaire, du BTP et des télécommunications. Une légère amélioration du déficit global a été notée avec un taux de 1,8% du PIB contre 2,0% du PIB en 2007.

Pour le second point, Il est apparu qu'en 2008, aucun des pays membres n'a respecté l'ensemble des critères et un pays n'a respecté aucun des critères.

Les prévisions de la Commission pour 2009 sont optimistes en raison de la détente sur les prix des denrées alimentaires et le repli des prix du pétrole. Toutefois, des risques persistent avec la récession provoquée par la crise financière internationale qui induira une baisse de la demande et des cours des produits de base.

La BCEAO a retracé les principaux éléments de la conjoncture à la fin 2008 dans les pays de l'UEMOA en mettant l'accent sur les secteurs d'activité, les prix à la consommation, le secteur bancaire et les évolutions monétaires. La conjoncture apparaît plutôt en stagnation en fin d'année 2008. Seuls le Niger et le Sénégal semblent avoir connu une amélioration sur cette période. La décélération de l'inflation attendue au premier semestre 2009, devrait se poursuivre, en relation avec la baisse des prix des carburants et une progression de moindre ampleur des prix des céréales.

Après avoir rappelé la crise alimentaire et pétrolière de 2008, et présenté le système économique et financier international, le Directeur d'AFRITAC-ouest a présenté les mécanismes de transmission de la crise, initiée aux Etats-Unis, qui restent la locomotive de l'économie mondiale : crise des marchés de matières premières, facteurs financiers, enchaînements internationaux, déficits publics. Il a montré également comment le FMI a modifié son constat et ses prévisions dans ses publications et s'est exprimé sur les risques, à terme, qui pèsent sur les économies africaines.

Par ailleurs, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a présenté les travaux réalisés conjointement avec la BAD et l'Union Africaine sur la base de données et l'annuaire statistique africain.

3.4. Session 4 : préparation d'une note de synthèse régionale

1° § : Conjoncture fin 2008 :

A partir d'un plan détaillé proposé par AFRISTAT, les participants ont indiqué pour chaque thème retenu l'évolution en fin d'année. Ils en ont dégagé une tendance générale qui a été inscrite dans la note de synthèse.

Les thèmes abordés ont été les suivants : agriculture, BTP, industrie, services, commerce extérieur, prix ...

Les tendances régionales et les indicateurs présentés sur l'année 2008 montrent une certaine convergence des économies de la sous région.

2°§ : Conjoncture du premier trimestre 2009.

Les participants ont élaboré une synthèse sous-régionale qui a été intégrée dans la note.

Point 4 : **Recommandations du séminaire :**

Ils ont par ailleurs formulé les nouvelles recommandations suivantes :

Aux participants

Améliorer les techniques de présentation des interventions des participants.

Retourner à AFRISTAT dans les délais les fichiers de travail et les contributions des participants.

Aux INS et aux directions de la prévision :

Organiser des ateliers de restitution des séminaires d'AFRISTAT dans les services (INS et Directions de la prévision) afin de faire profiter l'ensemble des agents des enseignements apportés pendant les sessions.

Poursuivre le renforcement en moyens humains et matériels des services en charge de la collecte et de l'analyse conjoncturelles.

Transmettre régulièrement aux Institutions sous-régionales et internationales, les publications de conjoncture et de prévision économiques.

Mettre en place dans les Etats, où ceci n'est pas encore fait, les indicateurs de suivi conjoncturel, en vue d'améliorer leurs diagnostics (en particulier des indicateurs dans le secteur tertiaire ainsi que des indicateurs avancés de la conjoncture).

Prendre des dispositions pour s'assurer d'une mise à jour régulière des bases de données conjoncturelle et structurelle dans les Etats.

Réduire les délais de publication des indicateurs infra annuels.

Accélérer la mise en place ou la rénovation des modèles de projection macro économique à court terme.

A AFRISTAT :

Organiser des ateliers thématiques en vue de permettre aux participants d'améliorer leurs compétences en synthèse conjoncturelle, notamment un atelier thématique sur les indicateurs du secteur tertiaire.

Organiser des ateliers de formation et d'échanges pour l'amélioration des techniques de prévision.

Améliorer le contenu de la base de données conjoncturelle.

Appuyer les Etats à mettre en place des notes de prévision.

Aux organisations sous-régionales et internationales

A la Commission de l'UEMOA, mettre en place des programmes de renforcement des capacités en techniques de prévision.

A la Commission de l'UEMOA, organiser des séminaires opérationnels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme, avec l'appui d'AFRISTAT, au quatrième trimestre.

Aux Banques centrales, améliorer la collecte et la diffusion des statistiques sur les transferts des migrants.

A la CEA, améliorer la collecte pour sa base de données en se rapprochant d'AFRISTAT, qui dispose de données déjà collectées auprès de ses Etats membres.

Point 5 : **Remerciements**

Les participants remercient tous ceux qui ont contribué à la réussite de ce séminaire, notamment AFRISTAT pour la qualité de son organisation, et le Ministère français des affaires étrangères et européennes pour son financement.

Bamako, le 27 mars 2009